

Conditions générales de vente

SECTEUR FORMATION

1. APPLICATION

Les présentes conditions générales sont acceptées par le simple fait de l'acceptation d'un devis pour une formation.

2. INSCRIPTIONS AUX FORMATIONS

Le Client reconnaît que, préalablement à son inscription, il a bénéficié des informations et conseils suffisants, lui permettant de s'assurer de l'adéquation de l'offre de formation à ses besoins. Les inscriptions sont validées après signature du devis en ligne.

3. EXCLUSIONS

co-labor se réserve le droit :

- d'exclure un participant qui ne respecterait pas les mesures de sécurité et/ou dont le comportement gênerait le bon déroulement de la formation ;
- d'exclure un participant qui ne remplirait pas les conditions préalables au suivi de la formation (ex : pour certaines formations, nécessité de fournir au préalable un certificat d'aptitude médicale)
- de refuser d'honorer la commande d'un client pour motif légitime et non discriminatoire (ex : non-paiement d'une facture antérieure).

4. TARIFS ET FACTURATION

Le tarif de la formation est fixe et indiqué sur chaque devis. Après confirmation du devis, une facture est établie et payable dès réception et dans tous les cas, avant le début de la formation.

5. ANNULATION DE LA COMMANDE

Tout module de formation commencé est dû en totalité, même si le participant ne s'est présenté qu'à une partie de ce module

En cas d'annulation de la prestation par le client, un remboursement partiel pourra être accordé selon le barème suivant :



Délai avant le début de la prestation	Pourcentage remboursé
Plus de 30 jours	100 %
Entre 15 et 30 jours	75 %
Entre 14 et 7 jours	50 %
1 semaine avant	Aucun remboursement

Des exceptions peuvent être accordées dans les cas suivants :

Annulation pour raison médicale (sur justificatif) : remboursement à 100 %.

Annulation par le prestataire : remboursement intégral ou report proposé.

Toute demande de remboursement doit être formulée par écrit à l'adresse mail ; centredeformation@co-labor.lu et accompagnée des justificatifs nécessaires. Le remboursement sera effectué dans un délai de 30 jours après validation.

6. ATTESTATION

Pour chaque participant ayant participé et réussi la formation, une attestation de réussite et/ou diplôme est établi.

7. ANNULATION / MODIFICATION FORMATION

En cas d'annulation de la formation pour des raisons de nombre insuffisant de participants ou pour d'autres raisons (p. ex. absence du formateur, météo défavorable, cas de force majeure), les frais d'inscription seront intégralement remboursés pour solde de tout compte. co-labor se réserve le droit de changer le formateur, le lieu de la formation, les dates ou de procéder à d'autres changements de programme tout en respectant la qualité pédagogique de la formation initiale.

8. RESPONSABILITE

co-labor est soumise à une obligation de moyens et ne pourra notamment être tenue responsable d'omissions, d'inexactitudes ou d'erreurs de bonne foi ni des conséquences que celles-ci pourraient avoir pour les participants ou du fait des participants. co-labor ne peut être tenue responsable pour les actions commises par les participants dans l'application des connaissances acquises au cours de la formation. Sa responsabilité est limitée à l'indemnisation des dommages directs prouvés par le Client et est en tout état

co-labor - société coopérative - entreprise d'insertion par le travail

1A, Grevelsbarrière L-8059 Bertrange - secretariat@co-labor.lu - www.co-labor.lu

Tél. : +352 44 78 83 1 - Fax : +352 45 92 45

TVA: LU 16571283 - RC: B52733 - AC: 00119562

BCEELULLIBAN LU21 0019 3000 1660 5000 – CCPLLULLIBAN LU87 1111 0613 4642 0000



de cause limitée au montant payé par le client au titre de la prestation fournie. Dans tous les cas, la responsabilité de co-labor est exclue en cas de force majeure.

Le participant demeure sous la responsabilité civile du client pendant toute la durée de la formation.

9. TRAITEMENT DES DONNEES PERSONNELLES

En sa qualité de responsable du traitement, co-labor s'engage à traiter les données personnelles du client et des participants conformément à la législation applicable en matière de protection des données personnelles et notamment au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (le « RGPD »).

Dans le cadre des présentes conditions générales, co-labor traite les données suivantes :

- Les données d'identification et les coordonnées de contact ;
- Les informations relatives aux formations suivies ;
- Les résultats des examens théoriques et les fiches d'évaluation ;
- La copie des attestations ;
- Dans certains cas, le choix effectué quant à la réception d'offres promotionnelles de la part de co-labor.

La collecte et le traitement de ces données permet à co-labor de :

Finalité	Base légale
fournir les services de formation (gestion des inscriptions, organisation des examens, établissement de documents de suivi, y compris à des fins d'archivage)	Exécution contractuelle / Obligation légale
gérer la relation contractuelle avec le Client (correspondance, suivi de dossier)	Exécution contractuelle
tenir la comptabilité	Obligation légale
gérer les éventuels litiges opposant co-labor au Client ou aux participants	Intérêt légitime
faire la promotion de toute autre formation qui pourrait potentiellement intéresser le Client ou les participants	Exécution contractuelle ou consentement explicite (lorsqu'il n'existe aucun lien entre co-labor et un participant)



co-labor peut divulguer des données personnelles si la loi l'y oblige ou si une telle divulgation des données est nécessaire pour protéger ses droits et intérêts en cas de litige ou encore pour se conformer à une procédure judiciaire et réglementaire. Aucune donnée n'est en revanche transférée en dehors de l'UE/EEE.

co-labor s'engage à mettre en place des mesures techniques adéquates pour assurer la sécurité des données personnelles traitées et les protéger contre la destruction illégale, la perte, l'altération, la divulgation ou l'accès non autorisé.

Les données personnelles sont conservées pendant toute la durée de la relation contractuelle avec co-labor. Elles seront encore conservées pour une durée de 10 ans à compter de la fin de celle-ci permettant ainsi à co-labor de respecter ses obligations légales, y compris comptables et fiscales. Lorsque le traitement est basé sur le consentement, il est possible de le retirer à tout moment en contactant le délégué à la protection des données (DPO) à l'adresse électronique dpo@co-labor.lu. Enfin, co-labor pourra être amené à conserver les données personnelles dans le cadre d'un éventuel conflit ou litige l'opposant au Client et/aux participants. Dans ce dernier cas, les données personnelles seront conservées conformément aux règles de prescription légales.

En tant que personne physique, le Client et les participants disposent de plusieurs droits concernant leurs données personnelles qu'ils peuvent exercer sous certaines conditions, à savoir le droit d'accès, le droit de rectification, le droit à l'effacement, le droit à la restriction du traitement ainsi que le droit d'opposition, le droit à la portabilité et le droit de retirer le consentement. Ces droits peuvent être exercés en contactant le DPO à l'adresse électronique indiquée ci-dessus. Toutes les requêtes sont traitées dans un délai d'un mois à compter de la vérification de l'identité du requérant. Le Client et les participants peuvent également déposer une plainte auprès de la Commission nationale pour la protection des données (CNPD) en cas d'insatisfaction.

10. PROPRIETE INTELLECTUELLE

Si la formation le requiert, le participant reçoit, pour son usage exclusif, un support pédagogique écrit et une documentation adaptée à son contenu. Les droits d'auteurs relatifs à ces écrits sont la propriété exclusive soit de co-labor, soit du formateur. Les supports ne peuvent donc, ni être reproduits, ni diffusés, ni utilisés en tout ou partie sans l'accord exprès de co-labor ou, le cas échéant, du formateur.

11. COMPETENCE DE JURIDICTION ET LOI APPLICABLE

Le présent contrat est régi par les lois et règlements Grand-Ducaux. Les tribunaux de Luxembourg seront seuls compétents.

